



n°16, juin 2009

Jean-François Bayart

Chercheur au CNRS (SciencesPo-CERI)

Iran : la fuite en avant

L'Iran connaît sa crise la plus grave depuis les années 1980. Dès le début de la campagne électorale, la dureté des affrontements verbaux entre les quatre candidats en lice inquiéta. A la veille du scrutin, Mahmoud Ahmadinejad ne se comportait plus en Président sortant, mais en outsider aux abois, prompt à dénoncer les turpitudes d'un régime dont il est le pur produit. L'empressement avec lequel il a célébré sa « victoire » a donné l'impression d'un passage en force et montré que celle-ci n'était sans doute pas aussi éclatante que ne l'affirment les résultats officiels. La répression contre les manifestants qui demandent « où est leur vote » sonne comme un aveu. Même s'il ne faut pas sous-estimer le poids électoral incompressible de la droite et ne pas tenir pour acquise l'élection de Mirhossein Mousavi au premier tour.

Beaucoup verront dans ce coup de force électoral une preuve supplémentaire de la prise du pouvoir par les Gardiens de la révolution. Les choses sont plus compliquées, et plus graves. Le conflit n'oppose pas la nation unanime à l'Etat oppresseur, selon la dichotomie dans laquelle s'enferment volontiers les intellectuels iraniens. Le pays est divisé, tout comme la classe politique. Les forces de maintien de l'ordre et les Gardiens de la révolution semblent se tenir sur une certaine réserve. Le Président sortant a recruté des « cous épais » dans les quartiers pauvres pour réduire au silence ses adversaires et terroriser. Il n'a pu agir de la sorte qu'avec l'appui d'une partie des services de sécurité. Le problème est que les trois autres candidats disposent eux aussi de soutiens en leur

sein. Depuis trente ans, la lutte factionnelle a d'abord été une guerre de l'ombre, d'autant plus brutale qu'elle est fratricide. Les trois candidats malheureux sont des membres éminents du régime. Ils détiennent des positions institutionnelles. Et les électeurs qui se sont prononcés pour eux l'ont fait dans le cadre de la République islamique, dont ils ne mettent pas en cause la légitimité.

Curieusement, c'est Mahmoud Ahmadinejad qui a sapé les fondements de celle-ci en en dénonçant l'économie politique. Stigmatiser la « corruption » de ses prédécesseurs revient mécaniquement à s'en prendre au Guide de la révolution, qui les a couverts depuis 1989, aux Fondations islamiques, qui dépendent de celui-ci, et jusqu'aux Gardiens de la révolution, qui ont de puissants intérêts. La guerre de l'ombre a pour enjeu le partage des dépouilles de la libéralisation économique et de la rente pétrolière. *Primus inter pares*, le Guide a commis l'imprudence de prendre parti, plutôt que de veiller à l'« honneur du système » en dégageant un compromis. Le risque est maintenant de voir la guerre de l'ombre tourner à la guerre civile. A moins que l'intervention du clergé, l'engagement d'une réforme du système électoral ou l'arbitrage de l'Assemblée des experts, du Conseil des gardiens de la Constitution ou encore du Conseil de discernement ne calment les esprits.